



HAL
open science

Démocratie et stabilité dans le Sud-Est Européen: facteurs humains, culturels et sociaux

Albert Doja

► **To cite this version:**

Albert Doja. Démocratie et stabilité dans le Sud-Est Européen: facteurs humains, culturels et sociaux. Les Temps Modernes, 2001, 56 (615-616), pp.147-166. 10.3917/lm.615.0147. halshs-00406297v2

HAL Id: halshs-00406297

<https://shs.hal.science/halshs-00406297v2>

Submitted on 25 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Temps Modernes, vol. 56, 2001/4, n°615-616,
pp. 147-166, doi:10.3917/ltm.615.0147.
([www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2001-4-
page-147.htm](http://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2001-4-page-147.htm); [http://halshs.archives-
ouvertes.fr/halshs-00406297](http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00406297))

Albert Doja

DÉMOCRATIE ET STABILITÉ
DANS LE SUD-EST EUROPÉEN
FACTEURS HUMAINS, CULTURELS ET SOCIAUX*

Lors de la dernière décennie, au cours de la période dite de la transition postcommuniste, un réseau complexe de stratégie politique internationale a été mis en œuvre, dans la plupart des pays de l'Est européen, avec pour projet l'apprentissage d'une gouvernance conforme aux standards occidentaux et européens. Ce programme concerne la mise en place des institutions et la formation d'une société civile sensible aux droits de l'Homme et des minorités, la démocratisation, l'économie de marché, l'Etat de droit, la sécurité et la stabilité, la coopération régionale, etc. Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est se présente notamment comme un effort d'envergure de la part de la Communauté internationale, aussi

* Le sujet de cet article a été présenté successivement au Colloque annuel du Centre interdisciplinaire de Recherches sur la paix et d'Etudes stratégiques, *Stratégies euro-atlantiques et Stabilité en Méditerranée et en Europe du Sud-Est*, à l'Ecole des hautes études en Sciences sociales, Paris, 29 novembre 2000, et au 8^e Congrès de l'Association pour la recherche interculturelle, *Recherches et pratiques interculturelles : nouveaux espaces, nouvelles complexités*, à l'université de Genève (Suisse), 24-29 septembre 2001. Je tiens à remercier Alain Joxe, Elie Kehr, Christian Giordano et François Ruegg, ainsi que tous les participants pour leurs commentaires et suggestions utiles. Une recherche sur le terrain a été rendue possible grâce au soutien financier de Higher Education Support Program, Open Society Institute, Budapest. Lors de mon séjour au Kosovo j'ai aussi profité de la présence de Murielle Etoire et de ses remarques d'observation perspicaces.

bien que des pays concernés, pour faire sortir cette partie de l'Europe des crises, retard économique et combler un manque de démocratie.

Pour l'heure, le Pacte de stabilité s'offre comme un défi et un test de crédibilité pour les pays impliqués. Pour l'Union européenne, le succès de l'initiative représenterait la première démonstration concrète de sa capacité à formuler et poursuivre une politique commune sur le long terme. Pour les pays de la région, le défi consiste dans leur capacité à profiter de l'élan du moment historique et à s'inscrire dans le droit fil des développements modernes.

En fait, il s'agit d'une entreprise qui ne saurait atteindre son but sans l'implication sérieuse des acteurs locaux et sans que ces acteurs mettent en œuvre des réformes profondes dans le champ de la démocratie et du développement économique, politique et social. Or, on constate que, durant la période qui a suivi la création du Pacte de stabilité, les pays concernés ont démontré des capacités insuffisantes dans ces différents domaines. La Communauté internationale a repéré que le problème central dans les Balkans réside dans la faiblesse des institutions étatiques, qui entraîne l'incapacité de ces pays à absorber l'aide financière en vue de la mise en œuvre des réformes. Faiblesses qui se manifestent par le détournement de la démocratie et des institutions démocratiques et l'emprise de la corruption et du crime organisé.

Impuissants à créer une stabilité interne, les pays de la région n'ont rien à s'offrir les uns aux autres dans le processus de reconstruction. Au contraire, ils se menacent les uns les autres du fait des retombées de l'instabilité. Le but du Pacte de stabilité est notamment de modifier cette réalité avec l'objectif à long terme d'organiser le Sud-Est européen comme une communauté d'Etats caractérisée par la sécurité.

Je voudrais m'interroger dans cet article sur la nécessité et les raisons de prendre en considération les facteurs humains, culturels et sociaux, en matière de démocratie et de stabilité dans le Sud-Est européen. Car il faudra d'abord prendre conscience de la nécessité d'une approche propre, distincte des schémas conventionnels et du stéréotype des accords contractuels appliqués ailleurs. L'appréciation de l'histoire de quelques échecs pourrait nous convaincre qu'il n'est pas toujours facile, ni nécessaire d'ailleurs, de suivre les mêmes voies.

LES ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES
ET LA QUESTION DE LA DÉMOCRATISATION

Pour essayer d'apporter une première évaluation de la fiabilité et de l'impact des efforts actuels de démocratisation et de stabilité dans la région, les développements de la transition dans l'ensemble des sociétés postsocialistes est-européennes offrent un matériau riche d'illustration, notamment à travers l'un des éléments hautement symboliques en matière de démocratie. Il est généralement admis que la construction de la démocratie commence par l'organisation d'élections libres et transparentes, qui constitueraient le premier test de la démocratisation. Elles ne sauraient suffire non seulement pour le fonctionnement de la démocratie — ce qui d'ailleurs est vrai pour les pays développés aussi —, mais pas même pour son introduction. Un premier bilan de l'histoire de la transition nous éclairera sur le fait que les élections libres et démocratiques non seulement n'ont pas apporté la démocratie dans les pays de l'Europe du Sud-Est, mais ont souvent, selon moi, produit le contraire, en raison du manque d'une culture appropriée.

Une des pierres fondamentales de la démocratie est la question de légitimité. Or, comment une masse d'électeurs sans une culture démocratique pourrait-elle fonder la légitimité de leurs élus? De plus, les politiciens qui ont accédé au pouvoir à la suite de ces élections l'ont pu sur la base de programmes présentés comme réellement souhaités par le peuple. Mais dans la mesure où les gens étaient habitués à avoir peu, sinon rien, à dire sur l'action de l'Etat, aucune plate-forme « populaire » n'a pu être adoptée par les candidats politiques (cf. Bowman, 1994).

L'opinion dominante parmi les populations des différents pays socialistes de l'Est européen était simplement que le système précédent n'avait pas fonctionné et, particulièrement durant la décennie précédente marquée par une récession économique considérable, avait débouché sur un déclin substantiel de leur niveau de vie. Aussi, le seul souhait populaire à formuler se réduisait-il à ce grand mécontentement; si bien que les programmes politiques les plus convainquants promettaient de cerner et d'éliminer les causes du dysfonctionnement du système précédent. L'effondrement soudain de l'hégémonie socialiste partout en Europe de l'Est — qui fut pour une large part amené par la faillite économique et non pas par une résis-

tance interne organisée — a donné corps à des aspirations populaires de transformation, virtuellement millénaristes, utopiques et fantaisistes. Les gens ont cru que s'ils suivaient le cours magique de la démocratie, proférée par l'Occident, ils seraient transportés instantanément dans un monde nouveau et meilleur. Les plates-formes politiques n'étaient pas ainsi articulées autour de plans de changements structurels, sérieux et rigoureux, dans les domaines politiques et économiques, mais autour d'énonciations magiques : « Si les candidats des partis "démocratiques" sont élus, ils transformeront l'Etat en quelque chose qui exprimera les souhaits réels du peuple et qui libérera la nation de tous les agents qui les ont trahis dans le passé. »

Les candidats des partis affichés comme « démocratiques » n'étant pour la plupart que d'anciens représentants de la nomenklatura communiste en ont profité pour passer dans l'opposition alors que le régime qu'ils ont pu instaurer n'était guère autre chose, en Albanie du moins, que ce que j'appellerais volontiers une « dictature démocratique ».

Après l'instauration de cette démocratie mitigée, un autre exemple frappant concerne les réformes nécessaires au développement économique et social. Elles ont été conçues par les organismes internationaux et occidentaux à l'intention de tous les pays de l'Europe de l'Est en vue de la transition vers l'économie de marché. Elles ont été également et nécessairement accompagnées d'un certain nombre de réformes politiques et institutionnelles dites de démocratisation. Or, si les réformes politiques et institutionnelles ont été adoptées sans la moindre hésitation, dans le meilleur des cas elles ne sont restées que d'excellentes traductions littérales des dispositifs législatifs occidentaux. Le paradoxe de cette démocratisation réside dans le fait que les propositions de développement ne sont pas soumises à la consultation ou à la discussion démocratique, au moins dans le cas de l'Albanie, mais décidées et adoptées de façon administrative ; ce qui me paraît être la preuve évidente d'une absence de démocratie¹.

Aujourd'hui encore, les attentes suscitées, en Albanie et dans l'ensemble de la région, par l'initiative du Pacte de stabilité sont

1. C'est d'ailleurs ce qui a poussé Pirro Dishnica, jeune ministre de l'Economie et des Finances au gouvernement de Berisha, à quitter ses fonctions, profondément frustré, comme il l'a affirmé lui-même lors d'une conférence à l'Institut d'études politiques de Paris.

tout à fait irréalistes. Le Pacte de stabilité a été largement compris comme un accroissement des fonds que la communauté des donateurs allait injecter dans la région. Les politiciens et les médias ont fait preuve de zèle pour renforcer et répandre le sentiment de cette attente en vue d'accélérer la mise en œuvre des politiques internes. Cette présentation erronée du Pacte de stabilité est nuisible parce qu'elle détourne l'attention des problèmes économiques, politiques et sociaux sérieux, et fait naître de faux espoirs.

Le diagnostic de la situation en Albanie, par exemple, fait apparaître le surgissement d'une psychose de protectorat, l'immobilisation des ressources humaines et matérielles du pays, la dépendance excessive vis-à-vis de l'assistance étrangère. L'Albanie est restée longtemps aux prises avec une réelle turbulence d'anarchie politique dont témoigne la stagnation économique et démocratique prolongée, marquée par des institutions politisées et un niveau élevé de la corruption et du crime organisé. Les autres symptômes caractérisant cette situation sont la diminution de l'autorité des institutions publiques, l'irresponsabilité des fonctionnaires de l'Etat vis-à-vis du public, le déclin des capacités d'initier et de développer des politiques sur le long terme.

D'autant plus qu'au quotidien règne une insécurité que je qualifierais paradoxalement d'administrative. Etre en règle avec l'administration pour construire une maison, créer une entreprise, importer des biens, etc., exige tant de démarches, avec le risque permanent de tout voir remis en question du fait d'un changement de régime ou tout simplement de fonctionnaire, que les habitants se méfient et préfèrent rester dans l'informel. Comment dans de telles conditions investir, épargner durablement, payer ses impôts et participer à l'activité économique du pays ? Le secteur informel représente une issue de secours essentielle face à une bureaucratie tatillonne, corrompue ou inefficace. Il procure des emplois, permet de graisser les rouages économiques et sociaux, de faire vivre des familles entières.

L'existence d'institutions informelles ayant la mainmise sur les institutions formelles et légales fait que les mécanismes de contrôle de la société, en Albanie comme ailleurs en Europe de l'Est, jouent un rôle médiocre et que la crédibilité de la classe politique en général est en déclin. D'où l'impossibilité d'assumer des réformes économiques, politiques et sociales sérieuses, le manque de confiance dans la classe politique, la désillusion et la perte de toute motivation de changement dans le contexte actuel.

Dans ces conditions, comme l'exemple frappant de la crise financière et sociale de 1997 l'a parfaitement illustré à nouveau s'il en était besoin, je constate qu'un développement imposé ne saurait être adopté sans prendre en considération un certain écart différentiel, à préciser dans chaque cas, au niveau des valeurs sociales et des comportements culturels. La question est de savoir si le développement ou la transition des pays ex-communistes, de l'Est ou d'ailleurs, sont toujours possibles selon les modèles proposés par l'Occident ou s'il faut trouver des moyens pour réévaluer les valeurs sociales et culturelles propres aux sociétés en question.

INTERVENTION INSTITUTIONNELLE ET STATUT LOCAL

Les événements dramatiques qui ont secoué l'Europe durant dix années à la suite du démembrement de la Yougoslavie, surtout le dernier épisode retentissant au Kosovo, ont impliqué l'ensemble de la Communauté internationale pour la défense d'un certain modèle de société démocratique et pluriculturelle, et des relations entre groupes ethniques. Dans ce contexte, l'initiative du Pacte de stabilité pour le Sud-Est européen affiche non seulement la volonté politique internationale de mettre fin une fois pour toutes à ce type de conflits, mais aussi de reconstruire la société économique, politique et civile, dans cette partie de l'Europe.

En revanche, les opinions publiques, abasourdis par les bruits médiatiques, n'ont toujours pas saisi la signification et les raisons du conflit, que tout le monde espère voir finir une fois pour toutes avec ce dernier et final épisode sanglant. Certains s'imaginent peut-être qu'avec la chute de Milosevic à Belgrade les questions yougoslaves vont enfin s'estomper et que les Européens vont pouvoir gérer leurs affaires sans mauvaise conscience. D'autres espèrent faire passer rapidement les tragédies des Balkans à la logique des pertes et profits, sans tirer aucun bilan des politiques suivies, notamment par les gouvernements de l'Union européenne. D'autres enfin se contentent d'explications simplistes, prêts-à-penser idéologiques, sur la responsabilité de la mondialisation ultralibérale, du totalitarisme communiste ou des haines ataviques balkaniques.

Il me semble que l'impact de ces événements devrait nous faire prendre conscience de la nécessité de tenir compte non seulement du phénomène ethnique et des conflits ethniques, mais aussi des

relations structurelles et dynamiques de l'organisation sociale et culturelle des sociétés impliquées dans les processus de développement, de démocratisation et de sécurisation. Ces processus doivent être considérés en opposition certes, mais aussi en connexion avec les relations dynamiques de chaque pays avec les populations ou les Etats voisins, « ethniquement » différenciés ou non, à l'intérieur des différentes zones d'action.

Mon hypothèse est que la structure segmentaire des organisations sociales et des catégorisations cognitives pourrait s'avérer un outil conceptuel et réflexif fructueux. J'ai eu l'occasion d'utiliser cet outil pour mieux comprendre et théoriser l'ethnicité, en vue de reconsidérer les approches théoriques et les discours universitaires dans les situations idéologiques et politiques actuelles, de façon à permettre des débats académiques plus modérés et mieux intégrés (Doja, 2002). Je considère en outre que cet outil pourrait également se révéler utile pour élaborer des propositions en vue de la résolution et de la gestion des conflits ethniques, de même que pour l'ingénierie sociale des programmes de coopération et de relations interethniques pacifiques, ou encore pour la mise en place des transformations sociales dans le domaine des processus de démocratisation, de transition et de modernisation, de sécurisation et de stabilité dans la région.

La structure segmentaire de l'organisation sociale albanaise — bien que conventionnelle en réalité — permet de comprendre les relations de propriété et les valeurs sociales qui s'y rapportent, comme je l'ai décrit dans des travaux antérieurs (Doja, 1999d). Quoique fortement médiatisé, voire diabolisé, cet exemple conventionnel de morphologie sociale repose sur une prescription stricte et délimitée des rôles et des statuts. De plus je considère que par le partage clair et net dans l'exercice des fonctions politique, économique, militaire et juridique qu'elle implique, elle se laisse appréhender comme une structure parfaitement démocratique, où une place de choix, quoique informelle, revient également de droit aux femmes, contrairement à ce que l'on pense. Cette structure sociale ne pourrait-elle pas préfigurer des formes originales de développement économique et social et de construction démocratique? Que le crime organisé se soit infiltré dans la société est une autre question qui n'a rien à voir avec la nature même des structures sociales, lesquelles, par définition, n'ont pas de valeur morale en elles-mêmes. De toute façon ne serait-il pas plus approprié de trouver sur place

des structures comparables ou équivalentes sans être obligé de passer par l'adoption des modèles d'Occident, en matière de construction démocratique, économique et sociale ?

D'autant plus que les affaires de vengeance sont particulièrement exemplaires, non seulement pour illustrer le fonctionnement de l'organisation conventionnellement lignagère de la société albanaise de manière parfaitement segmentaire, ou structurale, dans le sens d'Evans-Pritchard, mais aussi pour suggérer des solutions pratiques en vue de régler les conflits et pouvoir évaluer leur fiabilité. On sait que l'appartenance des acteurs à l'un ou l'autre des groupements lignagers partageant un même territoire apparaît comme le ressort de l'action. Selon l'appartenance des personnes concernées, les modalités de vengeance seront différentes, de même que le conflit et la réconciliation impliqueront des groupes de niveaux différents (pour plus de détails, voir Doja, 1999a).

Dans cette perspective, nous pouvons nous souvenir que Serbes, Croates, Bosniaques, et dans une certaine mesure les Albanais, savaient plus ou moins à quoi s'en tenir pour vivre ensemble dans la Yougoslavie fédérale. Après l'effondrement de l'Etat fédéral, le seul moyen pouvant leur donner des raisons d'espérer la paix et la stabilité, la démocratie et le développement économique et social, serait d'être préparés à reconnaître à chacun le droit d'être considéré entièrement à son niveau propre avant d'agir à des niveaux plus élevés.

Un autre exemple de conflit ethnique, en gestation, lié à la situation interethnique en Macédoine, nous éclairera sur ce point. Devant les revendications des Albanais de Macédoine, il est devenu un lieu commun de mettre en avant l'ampleur des droits dont jouissent les Albanais en tant que minorité ethnique. Ce discours n'est pas seulement martelé par les partis nationalistes sur place, mais dans les rapports de tous les observateurs et experts occidentaux et les travaux universitaires sans exception. Si on devait comparer la situation macédonienne avec celle du Kosovo avant la guerre ou sous la Yougoslavie titiste, on ne trouverait nulle part un meilleur exemple où les droits accordés à une minorité étaient plus importants que ceux dont bénéficiaient les Albanais. Effectivement les droits qu'on peut accorder à une minorité sont pratiquement sans limites. Mais ce n'est pas par ce biais qu'il est possible de prévenir, gérer ou résoudre les conflits ethniques. Sinon, il n'était pas nécessaire de prendre tant de peine pour résoudre le conflit au Kosovo.

Je considère, pour ma part, qu'il y a une réelle limite à l'ampleur des droits qu'on peut accorder à une minorité, celle qui relève précisément de la notion même de minorité. Il faut s'interroger sur cette notion pour savoir à partir de quels critères on a le droit de définir une minorité afin de lui accorder des droits. Si ces critères étaient uniquement statistiques, dans quel cadre et selon quel rapport faudrait-il les définir ? Par rapport à la société globale confinée par les limites d'un Etat ou une entité fédérale plus large ? ou par rapport à une communauté de vie sociale, locale ou régionalement située ? Si les Albanais du Kosovo étaient une minorité par rapport à l'ensemble de la Yougoslavie ou même de la Serbie, ils étaient non seulement une majorité mais une population homogène au Kosovo. De la même façon, si les Albanais de Macédoine sont une minorité par rapport à l'ensemble de l'Etat, ils sont une majorité écrasante et une population homogène dans une vaste région qui correspond à la Macédoine occidentale.

Il me semble néanmoins beaucoup plus important de s'interroger, au-delà des données statistiques, sur la question de la construction identitaire que j'ai déjà eu l'occasion d'aborder dans un grand nombre de travaux (Doja, 1996, 1999b, 1999c, 2000a, 2000b, 2000c). Malgré la fin annoncée des identités ethniques et nationales du fait de la construction européenne, de la mondialisation des échanges économiques ou du caractère purement instrumental que tendent à prendre les relations humaines, il faut se rendre compte que l'idée de citoyenneté demeure fortement attachée à une identité ethnique ou nationale bien délimitée. Cette identité est à son tour liée à une dimension fortement personnelle, définie par le statut social, les valeurs culturelles et les relations collectives. Insister sur la conscience ou le choix délibéré comme critère d'appartenance à un Etat et à une nation revient pourtant insensiblement à subordonner à une option unique, au seul choix d'appartenir à une « citoyenneté » ou à une « nationalité », les moyens complexes et multiples par lesquels les êtres humains se définissent et se redéfinissent en tant que membres de groupes.

Nous ne pouvons pas affirmer que pour la plupart des gens l'identification nationale, quand elle existe, exclut les autres identifications possibles qui constituent l'être social d'une personne, ou leur soit toujours supérieure. En fait, elle est toujours associée à des identifications d'autres types, même quand elle est considérée comme supérieure à celles-ci. Pour cette raison, on est confronté à

un phénomène double, essentiellement construit d'en haut, mais qui, comme l'a souligné Eric Hobsbawm (1992, p. 21), ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts, qui ne sont pas nécessairement nationaux et moins encore nationalistes, des gens ordinaires.

L'intégration de l'Union européenne, en tant que processus empirique, offre probablement le meilleur exemple allant dans ce sens. L'inscription des institutions européennes dans un espace plurinational, plurilinguistique et pluriculturel, aussi bien que dans un ensemble défini par l'abolition des frontières, et l'euro péanisation sur fond de mondialisation, a introduit une nouvelle communauté de pratiques, qui suscite la formation de nouvelles formes de culture (cf. Bellier & Wilson, 2000). Cette réalité nouvelle ne relève plus de la vieille notion de sous-culture — que dans d'autres terrains on appellerait « ethnique » —, mais plutôt de celle de *corporate identities*, bien connue en anthropologie des organisations. Dérivant essentiellement de l'harmonisation taxonomique des pratiques individuelles et des discours relatifs à l'espace de travail et de vie, la notion de communauté de pratiques présente l'intérêt de souligner le principe de construction d'une communauté identitaire et culturelle dont la pérennité est à nouveau liée à la pratique de classification et de catégorisation, sous-jacente et nécessaire, des démarches quotidiennes.

Si je voulais désormais appliquer ce même modèle aux actions d'intervention internationale, gouvernementale et non gouvernementale, institutionnalisées par le Pacte de stabilité, je remarquerais d'abord que l'ensemble des acteurs agit au moins à trois niveaux différents. Au premier niveau figurent les Etats membres de l'Union européenne qui, à travers leurs réseaux d'intervention, jouent leurs rôles à l'intérieur de l'Union et de la Communauté internationale. Au deuxième niveau, se situent les rapports entre l'Union européenne et les Etats du Sud-Est européen. Au troisième niveau, le niveau local, la présence militaire et diplomatique d'experts conduit à mettre en place un réseau qui pèse sur les structures de pouvoir et sur la formation des nouvelles élites. L'interaction entre ces trois niveaux pose la question des enjeux du développement, de la démocratisation et de l'euro péanisation. Je remarque d'emblée que, contrairement aux structures traditionnelles d'organisation sociale, il y a un manque de démarcation claire, nette et précise, entre les

statuts et les compétences de chacun des acteurs, ce qui se répercute ensuite sur l'efficacité de l'ensemble de l'entreprise.

Dans ces Etats où tout semble à reconstruire, l'Europe n'est pas seule à brandir l'étendard des bonnes manières. Les Etats-Unis et le Canada sont très présents, contribuant à rendre plus confuses les représentations d'un Occident, tour à tour américanisé ou européanisé, en mettant en compétition les forces respectives de l'OTAN et de l'Union européenne. Ainsi le Kosovo de l'après-guerre est-il devenu un polygone d'expérimentations internationales où se jouent certains enjeux de l'élargissement européen dans les Balkans. Avec la présence de plus en plus marquée d'institutions nord-américaines, vouées à l'humanitaire et à la coopération internationale, qui déploient leurs propres manières de faire et leurs propres discours selon des visées politiques spécifiques, les institutions européennes sont confrontées à une forte compétition pour le « remodelage » sociopolitique et économique du pays. Cela induit une réelle situation de tension entre les processus de démocratisation, d'intégration européenne et de nord-américanisation.

Les peuples de la région, surtout les gouvernements, perçoivent cependant l'adhésion à l'Union européenne comme un but en soi, devant nécessairement apporter le progrès ; ce qui ne manque de rappeler les comportements qu'ils ont adopté dès les premiers moments de la transition au début des années 90. Ils oublient trop facilement qu'ils devraient se concentrer sur le progrès que les pays eux-mêmes ont à faire dans les domaines de la démocratie, de la sécurité et du développement économique comme étant la seule voie de rejoindre la famille des nations européennes, afin que leur intégration devienne effective. Les gouvernements de ces pays orientent leurs efforts presque exclusivement vers Bruxelles et très peu l'un vers l'autre. Or, la coopération régionale est affichée comme l'un des objectifs principaux du Pacte de stabilité. Ceci doit être réalisé par les pays de la région, afin qu'ils puissent mettre en œuvre des politiques visant une coopération et une intégration en accroissement constant. Dans la plupart des cas, sinon toujours, la coopération régionale est simplement conçue comme une coopération économique. Cette conception partielle de la coopération s'affiche dans les propositions des gouvernements du Sud-Est européen, mais aussi dans les Tables du Pacte de stabilité. Les échanges économiques sont, sans aucun doute, très importants mais insuffisants. Ils ne peuvent pas croître dans une faible communication

politique et culturelle. La création d'un climat multidimensionnel de confiance réciproque est indispensable.

EXPERTS ET ACTEURS

La présence imposante des organisations internationales dans la région, et particulièrement au Kosovo, fournit sûrement un cadre de sécurité qui permet à ce pays d'entreprendre en douceur sa transition vers la démocratie. Cette présence crée aussi un terrain favorable pour saisir les problématiques régionales et assurer la réussite des projets contribuant à la stabilité dans la région. Cependant, l'installation d'une administration internationale intérimaire (UNMIK) a créé un vide légal et institutionnel.

Brian Hopkinson écrivait dans un rapport publié par International Crisis Group en octobre 1999, intitulé *Waiting for UNMIK* : « Les administrateurs de l'UNMIK sont arrivés tardivement dans la Municipalité qui leur était assignée, avec peu de conseils clairs sur le travail qui les attendait et les conditions dans lesquelles ils allaient l'effectuer. Le manque de fonds et de personnels les a mis dans une position où ils étaient obligés d'improviser sans cesse, alors qu'ils attendaient toujours les conseils du QG à Pristina. Dans plusieurs cas, ils étaient forcés d'accepter les autorités communales albanaïses autoproclamées, qu'ils ne pouvaient pas formellement reconnaître, mais avec lesquelles ils devaient travailler main dans la main, en attendant de faire autrement. »

Le résultat a été la prolifération des phénomènes négatifs qui rendent difficile la stabilisation du pays. Les causes principales contribuant à cette situation sont, me semble-t-il, la bureaucratie traditionnelle des structures de l'ONU et des réseaux d'experts, l'inadéquation de l'implication des acteurs politiques locaux et le statut indéfini du Kosovo.

Les experts de domaines très divers ont pour dénominateur commun d'être compétents sur une partie précise et technique du développement, de la démocratisation ou de la sécurisation, et de travailler à la préparation des pays de la région pour l'application des acquis. Ainsi voit-on une série de « structures intermédiaires » qui font le lien entre le local et les structures européennes et mondiales. Certains experts travaillent dans les administrations centrales, dans le cadre des programmes de construction institution-

nelle (*institution building*) qui ont pour finalité de transformer le rapport à la loi et de permettre à l'Etat de mettre véritablement en œuvre la loi démocratique. D'autres experts agissent dans le cadre de la coopération transfrontalière, qui a pour objectif d'améliorer l'infrastructure des régions frontalières, de faciliter la coopération dans tous les domaines, y compris la création de réseaux d'échange culturel et d'échange de savoir-faire.

Quelle est la nature du partenariat qui s'établit dans ce contexte et sur la transformation induite dans le champ politique par la montée en puissance des experts opérant en réseaux ? En arrivant sur place, plusieurs d'entre eux se sont pourtant trouvés coincés par le système. Les réseaux semblent multiformes, et je m'interroge non seulement sur leur dimension et leur composition, mais aussi sur la manière dont ils se déploient dans les sphères privées et publiques. De quelle façon le transfert de savoir-faire qui opère dans de tels réseaux contribue à la mise en place d'un espace public européen ?

Dans l'atmosphère de confiance nouvellement créée, la population locale travaille avec enthousiasme et les gens sont très ingénieux pour faire fonctionner à nouveau les choses. Ils sont capables d'être les moteurs les plus puissants du changement au Kosovo. La grande différence entre les situations au Kosovo et en Bosnie est qu'en Bosnie plusieurs intellectuels et professionnels ont quitté définitivement le pays. Alors qu'au Kosovo, beaucoup sont revenus et tiennent à prendre part au processus de reconstruction.

Le nationalisme serbe a réussi à construire et à entretenir une image des Albanais marquée par des traits perçus comme archaïques, tels qu'une organisation partiellement tribale, la persistance des communautés familiales et l'usage de la vengeance. Les Albanais sont ainsi souvent traités comme une catégorie stigmatisée par l'ensemble du monde, naturalisés comme un peuple primitif et inculte, comme si leur culture conventionnelle n'était pas une culture. Interprétation trop simpliste, dans la mesure où il ne s'agit pas seulement d'une culture conventionnelle, mais aussi d'une culture refoulée, marginalisée, empêchée d'emprunter les voies ordinaires du développement. Face à l'emprise croissante d'un Etat qui les rejetait et dans lequel ils ne pouvaient se reconnaître, les Albanais, au Kosovo plus qu'en Albanie, ne pouvaient que s'affirmer en mettant l'accent sur les aspects les plus conventionnels de leur culture.

Il est important de reconnaître que, malgré les mystifications médiatiques inspirées par le nationalisme serbe — qui sert toujours à justifier le manque de confiance envers les acteurs locaux au Kosovo —, les Albanais, voués à la construction démocratique au Kosovo, restent fidèles à leur identité albanaise et à leurs valeurs culturelles. C'est justement en s'appuyant sur ces valeurs qu'ils ont commencé par assurer la pacification des vengeances traditionnelles, ce qui est ni plus ni moins mais le début de la démocratie proprement dite. C'est comme cela, et non par l'organisation de je ne sais quelles élections, que la démocratie s'est instaurée à Athènes pour la première fois dans l'histoire de l'humanité³. Les Albanais ont réussi à faire fonctionner pendant dix ans au Kosovo leur propre société alternative, fondée sur une culture de dissident modéré et de résistant non violent. Ils se sont même acquittés d'un impôt volontaire pour financer les activités publiques, ce qui témoigne aussi de leurs opinions civiques avancées. Effectivement, en matière de démocratie, les Albanais au Kosovo ont pris réellement une longueur d'avance par rapport aux Serbes. Récemment encore, leur soutien sans réserve à Ibrahim Rugova et à sa politique modérée est venu à nouveau leur donner raison et témoigner une fois de plus, s'il en était besoin, de leur maturité civique et démocratique, malgré les velléités nationalistes que certaines fractions politiques ambiguës suscitent de temps à autre.

Les experts de la communauté internationale occupés à la construction de la démocratie ont échoué à comprendre la particularité culturelle, et par conséquent ils n'ont pas réussi à s'adapter à la mentalité démocratique façonnée par cette culture locale ; ce qu'ils auraient dû faire pour travailler en équipe et exploiter toutes les énergies afin d'obtenir des résultats. La communauté internationale a dès lors échoué à produire des résultats tangibles, qui auraient pu affecter immédiatement le quotidien.

La population locale continue encore de considérer l'UNMIK comme un « parrain », mais aussi de plus en plus comme une entrave, d'ailleurs avec raison. Dans un rapport publié en février 2000, Lesley Abdela, directeur-adjoint démissionnaire de Démocratisation & Gouvernance, Mission OSCE pour le Kosovo, indique que la population locale se sent entravée plutôt que libérée par l'UNMIK.

3. Je suis redevable à Alain Joxe pour cette suggestion pertinente.

Une partie du problème est que la population kosovare et les leaders de la communauté se sentent totalement exclus du processus de recherche de solutions nouvelles. « Ils ne sont jamais employés — même pas comme chauffeurs ou interprètes — ni consultés ». Une déléguée kosovare à une réunion à laquelle elle assistait avec soixante leaders d'ONG a déclaré : « Vous les *internationals*, vous polluez notre air et paralysez nos routes avec tous vos véhicules blancs. Vous refusez de nous employer comme professionnels dans vos organisations. Il y en a des milliers comme vous. Vous faites tous des promesses mais personne ne voit vos actions, vous ne nous donnez pas les moyens nécessaires pour que nous puissions faire les choses nous-mêmes. »

Le défi est désormais le suivant : comment réussir à faire que les organisations internationales favorisent ces moteurs de changement présents dans la population locale ? Plus particulièrement le statut indéfini du Kosovo me paraît constituer le principal obstacle à la réalisation d'une stabilité durable. La définition de son statut suppose que soient remplies certaines conditions préalables qui concernent le rétablissement de la démocratie et d'une société stable fondée sur des relations interethniques, tolérantes et pacifiques. Il faudrait pourtant se rendre compte qu'il s'agit là, au moins en partie, d'un objectif qui relève beaucoup plus d'une idéologie occidentale creuse que de la réalité. Car, du point de vue sociétal, une société « interethnique » n'existe pratiquement plus au Kosovo.

J'ai eu l'occasion de faire, cet été, une recherche de terrain au Kosovo et de participer au Séminaire international sur la langue, la littérature et la culture albanaises, organisé à l'université de Pristina. Comme tout un chacun, j'ai remarqué que, sociologiquement parlant, il n'y avait pas de Serbes au Kosovo. Les rares qui s'étaient entêtés à rester, surtout des personnes âgées et sans aucune vie sociale possible, étaient retranchés derrière les escortes de soldats de la KFOR. Qui plus est, cette situation qui régnait partout dans les principales villes du Kosovo — à l'exception peut-être de la ville de Mitrovica où je n'ai pas pu me rendre — paraissait à la population comme tout à fait normale et naturelle.

Le fait même de parler en serbe était presque proscrit, non pas tant parce que ce serait dangereux comme il pourrait le sembler au premier abord, mais surtout parce que cela paraissait totalement improbable et inimaginable. Faisant partie de notre groupe, une jeune monténégrine ne parlant pas l'albanais et ne voulant pas uti-

liser son serbo-croate en dehors du groupe avait toujours du mal à communiquer. Une fois, se trouvant dans un café-internet devant un écran d'ordinateur pour consulter son courrier, elle est interpellée en anglais par un de nos amis auquel elle répond instinctivement « *mollim* » en serbo-croate. Tous les claviers se sont alors arrêtés, toutes les tasses de café ou les verres de bière ont été posés sur table et des regards surpris l'ont suivie pendant qu'elle engageait sa conversation en anglais.

Dans ces conditions, l'idéologie et les discours des instances internationales non seulement sonnent creux mais sont extrêmement dangereux. La population kosovare a accueilli les forces de l'OTAN comme un libérateur qui a mis fin à une occupation serbe de presque un siècle. Prête à coopérer pour construire une nouvelle société, moderne et démocratique, elle ne parviendra jamais à comprendre un discours qui voudrait lui faire construire cette société en accord avec les Serbes. Tous les efforts dans ce sens seront perçus comme un retour en arrière, et par conséquent comme antipopulaires. La preuve en est la décision, décrétée en août dernier par l'administration de l'UNMIK, de soumettre au contrôle et d'interdire tout acte de vente de biens immobiliers entre contractants d'appartenance « ethnique » différente. La décision a soulevé une réelle vague de mécontentement populaire, d'autant plus qu'elle est en porte-à-faux avec les principes d'une démocratie de base voulant respecter les libertés publiques.

Une telle politique ne pourra que créer des tensions entre l'administration internationale, qui cherche à faire appliquer aveuglément les principes idéologiques du monde occidental, et la population locale qui voudrait construire la société nouvelle, moderne et démocratique, par elle-même et pour elle-même. Si elle considère toujours la nécessité de l'administration internationale, j'ai l'impression que la population kosovare a déjà commencé à manifester les premiers signes d'un mécontentement et d'un manque de confiance sur le long terme. J'ai pu notamment constater cela dans les milieux intellectuels par leur façon qu'ils ont parfois de prononcer le nom même de l'administration internationale, faisant une différence significative, en fonction de la situation, entre la prononciation de *UNMIK* comme un acronyme et sa prononciation à l'anglaise comme un mot à part entière, qui dans ce cas prend en albanais, ni plus ni moins mais très exactement, le sens d'« ennemi » (?).

Cette tension se reflète aussi, et peut-être plus encore, du côté des experts et des fonctionnaires de l'administration internationale. Bien que venus pour apporter leur aide et leur soutien à la démocratisation et à la modernisation de la société au Kosovo, ils sont en train de développer, me semble-t-il, un complexe de rejet et de mépris envers une population locale considérée de plus en plus comme arriérée, puisqu'elle serait incapable de comprendre et d'intégrer les principes idéologiques du monde dit civilisé. Par ailleurs, comme ils sont trop proches des réalités émotionnelles du conflit ethnique résolu dans les faits, j'ai l'impression qu'ils sont incapables de prendre le recul nécessaire et mettent en place un mécanisme de compensation consistant, malgré les discours officiels, en une sympathie pour la cause et les arguments des Serbes qui leur apparaissent désormais de plus en plus comme les victimes et les grands perdants du conflit.

Lors d'une visite dans les bureaux du département de l'Éducation et de la Science, j'ai rencontré un jeune fonctionnaire français fraîchement sorti de Sciences-Po à Paris. Je lui ai indiqué que j'étais venu pour participer à un séminaire international sur la langue, la littérature et la culture albanaises. Pour relativiser les choses, je lui ai dit que c'était une histoire de « nos-ancêtres-les-Illyriens », analogue à celle de « nos-ancêtres-les-Gaulois ». Pour toute réaction j'ai eu droit à une réponse très sérieuse selon laquelle les Albanais n'auraient pas d'arguments assez fiables pour prouver leur filiation avec les Illyriens. Mon étonnement n'était pas tant dans son ignorance totale des arguments historiques que dans l'incapacité d'un diplômé de Sciences-Po à comprendre la réalité politique et instrumentale des théories historiques. Sa reprise des argumentaires serbes n'était alors que la suite logique de son manque de vision politique et de son complexe réfractaire à toute réalité albanaise au Kosovo.

À une autre occasion, nous sommes allés en groupe restreint rendre visite au quartier général des forces allemandes à Prizren et à la Deutsche Mission à Pristina, une grande majorité des participants au Séminaire étant des Allemands ou ayant des affiliations en Allemagne. Nous avons engagé la conversation avec quelques soldats allemands sur place qui, très heureux de parler avec des compatriotes, ont donné libre cours à leurs impressions personnelles sur leur expérience au Kosovo. Nous avons été très surpris, au début, du manque total de contact avec une population qu'ils étaient

censés protéger, sans même parler d'une connaissance des réalités locales, sociales, économiques, politiques ou culturelles, dans le pays. Les soldats avaient eu une préparation intensive en Allemagne avant leur départ, mais pas le moindre cours de langue ! Personne ne savait, par exemple, qu'à l'université de Pristina il y avait un séminaire international sur la langue, la littérature et la culture albanaises (dont une part des activités était précisément consacrée à l'apprentissage de la langue), bien qu'une grande affiche en anglais apposée partout se trouvât aussi collée à l'entrée même de la Deutsche Mission. Quelqu'un dans notre entourage leur a demandé : « Mais que faites-vous donc à Pristina avec tout l'argent dont vous disposez ? » Un militaire a répondu en nous racontant comment ils avaient accompagné un groupe de scouts serbes pendant dix jours dans un lieu de villégiature réservée. Ce qui n'a pas manqué de nous choquer, d'autant plus qu'il a témoigné un certain mépris envers deux amis kosovars qui s'étaient joints à nous.

Face à ce genre d'ambiguïté dans les relations, les actions et les acteurs, je considère que la définition d'un statut définitif s'avère, avant qu'il ne soit trop tard, une condition préalable prioritaire pour la démocratisation et la stabilisation du Kosovo. D'autant plus que ce pas important délégitimera les provocations continues de Belgrade en éliminant la source principale de déstabilisation. Si le régime a été renversé en Serbie, la victoire a plutôt été due à une opposition à Milosevic en personne qu'à une opposition à la politique nationaliste serbe au Kosovo et ailleurs. La reconnaissance d'un statut définitif pour le Kosovo clarifiera surtout l'ultime objectif du progrès dans le pays et permettra la transition progressive de la gouvernance de l'UNMIK vers les institutions Kosovares, parallèlement à la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit, du respect des droits de l'Homme et des minorités réellement existantes.

Albert DOJA

RÉFÉRENCES

- BELLIER, Irène & THOMAS M. Wilson. (eds) 2000. *An anthropology of the European Union : building, imagining, and experiencing the new Europe*, Oxford, Berg Publishers.
- BOWMAN, Glenn. 1994. « Xenophobia, fantasy and the nation : the logic of ethnic violence in former Yugoslavia », in *Anthropology of Europe : identity and boundaries in conflict*, (eds) V. Goddard, J. Llobera & C. Shore, London, Berg Publishers, pp. 143-171.
- DOJA, Albert. 1996. « L'idée de nation : du postulat de Marcel Mauss à la question actuelle des identités nationales et culturelles », *Revue de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles* (1-4), pp. 201-212.
- DOJA, Albert. 1999a. Amitié, « Alliance, Parenté : idéologie et pratique dans la société traditionnelle », in *Amitiés : Histoire et Anthropologie*, (ed.) G. Ravis-Giordani. Aix-en-Provence : Presses de l'Université de Provence, pp. 217-255.
- DOJA, Albert. 1999b. « Ethnicité, construction nationale et nationalisme dans l'aire albanaise : approche anthropologique du conflit et des relations interethniques », *Ethnologia Balkanica. Journal for Southeast European Anthropology*, 3, pp. 155-179.
- DOJA, Albert. 1999c. « Formation nationale et nationalisme dans l'aire de peuplement albanais », *Balkanologie. Revue de l'Association française d'études sur les Balkans*, 3 (2), pp. 23-43. [Publié sur Internet : *Europa* 3 (2), 2000. (URL <http://www.intellectbooks.com/europa/number8/no8.htm>)].
- DOJA, Albert. 1999d. « Morphologie traditionnelle de la société albanaise », *Social anthropology. Journal of the European Association of Social Anthropologists*, 7 (1), pp. 37-55.
- DOJA, Albert. 2000a. « Entre invention et construction des traditions : l'héritage historique et culturel des Albanais », *Nationalities Papers*, 28 (3), pp. 417-448.
- DOJA, Albert. 2000b. *Naître et grandir chez les Albanais : la construction culturelle de la personne*, Paris/Montreal, L'Harmattan.
- DOJA, Albert. 2000c. « The politics of religion in the reconstruction of identities : the Albanian situation », *Critique of Anthropology*, 20 (4), pp. 421-438. [Publié en français : *Journal des Anthropologues. Revue de l'Association Française des Anthropologues* 85-86, 2001, 255-282].
- DOJA, Albert. 2002. « Towards the relativity of group values (or) the producing of ethnicity : from ethnic object to academic subject », *Current Anthropology* (à paraître. Version développée d'une communication

présentée à la 6^e conférence de l'Association européenne des Anthropologues sociaux, Krakow [Pologne], 26-29 juillet 2000).

HOBBSAWM, Eric J. 1992. *Nations and nationalism since 1780 : programme, myth, reality*, Cambridge, Cambridge University Press. (2nd Ed).